



En hausse Les ventes de PC

Environ 80,9 millions de PC ont été vendus dans le monde au troisième trimestre, soit une hausse de 0,5 % par rapport à la même période de 2008, grâce au succès des mini-PC à bas prix.



En baisse La masse monétaire

Pour la première fois depuis l'explosion des crédits immobiliers à risque en août 2007, la masse monétaire aux Etats-Unis (M2) a reculé au troisième trimestre, selon la Réserve fédérale.

6,3 %

C'est la hausse des ventes de voitures neuves en Europe en septembre par rapport au même mois de 2008. Le marché a été dopé par les primes à la casse, qui arrivent bientôt à leur terme dans plusieurs pays. Mais, sur neuf mois, les ventes reculent de 6,6 %.

La faiblesse du dollar menace la reprise mondiale

L'euro est monté, vendredi 16 octobre, à son plus haut niveau depuis quatorze mois face au billet vert

Vendredi 16 octobre dans la matinée, l'euro se situait à quelques encablures du seuil de 1,50 dollar. A 1,4967 dollar, il était à son plus haut niveau depuis quatorze mois. Et les experts le voient déjà atteindre rapidement le seuil de 1,51 dollar, voire 1,55 en raison de l'optimisme des investisseurs sur la reprise, qui les incite à prendre des risques en investissant hors des Etats-Unis.

Depuis plusieurs semaines, la planète s'alarme de la chute du dollar qui se poursuit inexorablement, entraînant l'envolée des autres monnaies. Les ministres des finances canadien et néo-zélandais ne cessent de rappeler leurs inquiétudes concernant la hausse de leurs propres devises. Plusieurs pays d'Asie sont intervenus, le 8 octobre, sur le marché des changes pour acheter des dollars afin de freiner la progression de leur monnaie.

Jeudi, le ministre des finances japonais, Hirohisa Fuji, a déclaré que « le travail d'un gouvernement est de stabiliser la valeur de sa monnaie », précisant que lors des derniers sommets des pays du G7 et du G20, il avait rappelé à ses homologues qu'ils devaient éviter les dévaluations compétitives. Le président de la Banque centrale européenne, Jean-Claude Trichet, s'est une nouvelle fois alarmé des effets d'une excessive volatilité des taux de changes, la qualifiant d'« ennemi » pour l'activité économique. Il a rappelé qu'il était « extrêmement important » que les autorités américaines prônent leur volonté d'avoir un dollar fort. L'Europe s'inquiète de la vigueur de l'euro - qui a gagné 18,6 % face au dollar depuis mars. Cette bonne santé risque de handicaper l'espoir d'une reprise pour 2010. Si on est loin du record de 1,60 dollar atteint en juillet 2008, le

taux de change de l'euro pondéré par les échanges commerciaux, lui, est déjà au plus haut depuis cette même date, traduisant une dégradation de la compétitivité de la zone euro en matière d'exportations au niveau mondial.

Incantations verbales

« Ce type d'intervention orale ne freinera pas la hausse de l'euro puisqu'il s'agit surtout de la baisse du dollar, jugent les économistes de Natixis. Et les autorités américaines ne semblent pas gênées par la dépréciation du dollar, qui leur permet de réduire leurs déséquilibres plus facilement. »

Tout comme la Chine, qui a lié sa monnaie au dollar, les Etats-Unis profitent de la baisse du billet vert pour relancer leurs exportations au moment où la demande interne, moteur de la croissance, pâtit de la remontée de l'épargne.



L'Amérique se contente pour le moment d'incantations verbales, rappelant sa volonté d'avoir d'un dollar fort. Jeudi, interrogé sur la chaîne de télévision CNBC, le secré-

taire au Trésor américain, Timothy Geithner, a même évité de répondre à une question sur l'action du gouvernement pour empêcher la baisse du billet vert. Il s'est étendu sur le fait que le dollar s'était révélé être la monnaie refuge par excellence au plus fort de la crise. « C'est quelque chose de très important » et nous « devons faire en sorte » que cela dure, a-t-il indiqué.

Dans son rapport semestriel sur les changes, le département américain du Trésor s'est aussi abstenu d'accuser la Chine de manipuler sa devise. Il souligne juste que Pékin constitue des réserves de change à un rythme qui menace les efforts de réduction des déséquilibres économiques mondiaux.

« Pour autant, la baisse du dollar n'est bonne pour personne, jugent les experts de Natixis. Les Etats-Unis n'ont en particulier pas intérêt à un dollar trop faible car ils doivent

continuer à attirer les capitaux pour financer leur déficit courant. Et les pays asiatiques ne peuvent continuer à accumuler des réserves de changes indéfiniment car cela contribue à alimenter les bulles sur certaines classes d'actifs (matières premières...). » Selon eux, la pression internationale pourrait mettre fin à la baisse du dollar. « En Europe, les milieux patronaux pourraient faire pression sur les politiques, qui agiront à leur tour. Enfin, pour stabiliser le dollar, il faudra d'abord que la Réserve fédérale mette fin à sa politique monétaire non conventionnelle, c'est-à-dire pas avant 2010. »

Le financier milliardaire américain George Soros a estimé, jeudi, que la situation sur le marché des devises était « chargée de danger » et a plaidé pour une régulation mondiale sur les changes. ■

Cécile Prudhomme

L'industrie automobile européenne dénonce l'accord de libre-échange avec la Corée du Sud

Les constructeurs jugent que le texte introduit « une concurrence déloyale ». Certains Etats membres pourraient s'opposer à sa ratification

Bruxelles
Bureau européen

Chacun ses intérêts. La Commission européenne et la Corée du Sud ont paraphé à Bruxelles, jeudi 15 octobre, un accord de libre-échange dont la ratification s'annonce difficile en Europe. Négocié par la commissaire européenne chargée du commerce, la travailliste britannique Catherine Ashton, le compromis suscite des réactions contrastées dans les milieux économiques, parmi les Etats membres et au sein du Parlement.

En principe, cet accord dit de « nouvelle génération » va supprimer, dans les cinq ans, la plupart des tarifs douaniers entre les deux économies. Il vise aussi à réduire les barrières « non tarifaires » aux échanges (normes techniques ou administratives).

Les secteurs des services et de l'agriculture se frottent les mains. L'ouverture du marché de la Corée du Sud, 10^e économie du monde, est la promesse de juteux contrats et de nouveaux investissements. Avec un volume d'échanges de

65 milliards d'euros, ce pays est le quatrième partenaire commercial des Vingt-Sept, derrière les Etats-Unis, le Japon et la Chine.

Les constructeurs automobiles redoutent, eux, que la levée des droits de douane aux frontières européennes dope les importations de véhicules coréens et fragilise l'ensemble de la branche. Ils dénoncent le maintien par les

Pour Bruxelles, le processus engagé avec Séoul offre de nouveaux débouchés aux entreprises de l'Union

Coréens d'un avantage fiscal susceptible de favoriser leurs exportateurs, puisque Séoul rembourse les droits de douanes prélevés en Corée sur les produits importés, puis réexportés.

L'accord introduit « une concurrence déloyale » et va « contre les intérêts des plus grandes industries manufacturières en Europe, et de

leurs millions de salariés », selon l'Association des constructeurs automobiles européens (ACEA), qui appelle les Etats membres à « ne pas ratifier » l'accord.

M^{me} Ashton s'est voulue rassurante, jeudi, peu après avoir paraphé le document négocié de longue date avec le ministre sud-coréen du commerce, Kim Jong-hoon. Elle assure que des droits de douane pourront être « réintroduits en cas de hausse brutale des importations de voitures coréennes ». D'après elle, l'avantage fiscal dont bénéficient les exportateurs coréens sera de surcroît plafonné si leurs ventes en Europe explosent. Selon une étude de la commission, l'accord devrait générer à terme 19 milliards d'euros d'exportations supplémentaires.

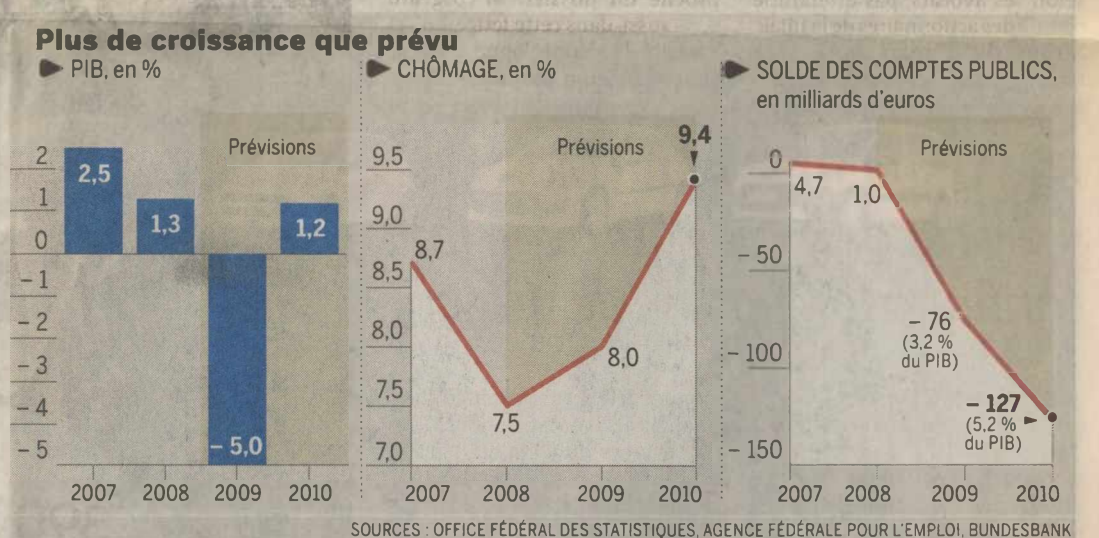
Il n'est pas certain que ces assurances suffisent à convaincre toutes les capitales européennes. Paris, souvent sourcilieux en matière commerciale, soutient discrètement le compromis, tout comme Londres. En revanche, l'Italie menace de poser son veto, craignant que les industriels chinois ne passent par la Corée pour exporter leurs produits. De son côté, le Parlement européen, qui devra valider l'accord avant son entrée en vigueur courant 2010, pourrait se déchirer sur la question. Les eurodéputés disposeront en effet de la faculté de s'opposer en bloc au texte si le traité de Lisbonne est appliqué d'ici là.

M^{me} Ashton a fait le forcing pour tenter de parapher l'accord, avant la fin du mandat de l'actuelle Commission, le 31 octobre. Après avoir remplacé Peter Mandelson, voici un an, elle a repris à son compte la stratégie lancée par son prédécesseur à Bruxelles : négocier des accords bilatéraux de libre-échange, faute d'un compromis multilatéral dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). En pleine récession, elle juge que le processus engagé avec la Corée du Sud peut permettre de lutter contre la crise, en offrant de nouveaux débouchés aux entreprises européennes dans une région dynamique. Mais elle se méfie des réactions « protectionnistes » qu'elle pressent ici ou là en Europe. ■

Philippe Ricard

Le redémarrage du commerce mondial permet à l'Allemagne de rebondir

Les instituts de conjoncture, qui prévoyaient jusqu'à présent un recul du PIB de 0,5 % en 2010, misent désormais sur une hausse de 1,2 %



Berlin
Correspondante

La nouvelle arrive à point nommé pour la chancelière chrétienne-démocrate Angela Merkel et ses alliés libéraux du FDP, vainqueurs des élections législatives du 27 septembre : l'économie allemande se porte mieux et pourrait même afficher une croissance de 1,2 % en 2010 après une récession historique de 5 % en 2009. C'est ce que prédisent les principaux instituts de conjoncture dans un rapport publié jeudi 15 octobre à Berlin. Au printemps, les experts prévoyaient un recul de 0,5 % du produit intérieur brut (PIB) en 2010 après une chute de 6 % en 2009.

Grâce au redressement de la demande mondiale, l'Allemagne, grand exportateur, voit sa machine économique redémarrer. De même, le marché du travail, qui fait montre d'une étonnante vigueur malgré la crise, ne devrait pas connaître d'explosion du chômage en 2010. Alors qu'ils annonçaient en avril un peu moins de 5 millions de sans-emploi en 2010, les instituts tablent désormais sur 4,1 millions de chômeurs.

Le recours massif au chômage partiel (Kurzarbeit) et aux comptes épargne temps a limité jusqu'à présent la hausse du nombre de demandeurs d'emploi. En septembre, le taux de chômage a même légèrement baissé pour s'établir à 8,2 % en données CVS. Mais la première économie de la

zone euro reste convalescente. « La reprise s'effectue à un très bas niveau », souligne Roland Döhrn, expert à l'institut de recherches économiques d'Essen, qui a participé à la rédaction de ce rapport.

« Le pays continue de subir les effets de la crise », explique Christian Dreger, de l'institut berlinois de recherches économiques (DIW). La relance de la conjoncture internationale concerne avant tout des pays en voie de développement, des marchés peu stratégiques pour l'industrie allemande. « L'Europe

Le marché du travail ne devrait pas connaître d'explosion du chômage en 2010

de l'Est où la crise perdure est bien plus importante pour l'Allemagne que la Chine », poursuit M. Dreger. Aussi, les exportations allemandes restent encore bien en dessous du niveau d'avant la crise et la demande intérieure constitue l'un des principaux piliers de la croissance. « Même si le chômage augmente l'année prochaine, la consommation des ménages devrait rester stable, notamment grâce à une inflation nulle », estime-t-il.

En outre, les mesures destinées à relancer la croissance, telles que la prime à la casse arrivent bientôt à échéance. Enfin, même si les perspectives du marché de l'emploi sont moins inquiétantes qu'au

printemps, elles sont loin d'être réjouissantes. « Le recours au chômage partiel ne pourra pas durer éternellement, car cela augmente les coûts des entreprises et fait baisser la productivité », avertit Joachim Scheide, de l'institut d'économie internationale de Kiel. Autre frein possible à la conjoncture, les instituts mettent en garde contre une aggravation des conditions de crédit pour les entreprises.

Conséquence de la récession et des coûteux plans de relance, la situation des finances publiques se dégrade. D'après les instituts, le déficit public devrait atteindre 3,2 % du PIB en 2009, puis 5,2 % en 2010. Dans ce contexte, les experts sont très sceptiques face aux promesses de réductions d'impôts faites par les unions chrétiennes CDU-CSU et leurs alliés libéraux du FDP.

La fiscalité est au cœur des actuelles négociations de coalition en vue de former un gouvernement. « Des baisses d'impôts se révéleront très chères, si elles sont financées par des crédits », notent-ils. Les instituts de conjoncture proposent de réduire les dépenses et de supprimer de nombreux rabais fiscaux. D'autres économistes exhortent le futur cabinet à recourir à des hausses d'impôts, notamment la TVA. Le DIW plaide en faveur d'une augmentation de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) qui s'élève à 19 %. « Cet impôt indirect a l'avantage de ne pas encheîtrer le coût du travail », résume M. Dreger. ■

Cécile Calla

THE CONRAN SHOP

grande braderie
sur entrepot

Meubles et canapés d'exposition,
fins de séries textile,
objets de décoration, jardin, etc...

le samedi 17 octobre de 10h à 20h
et le dimanche 18 octobre de 10h à 18h

Entrepôt The Conran Shop
12/14 rue François Sommer - 92160 ANTONY
T : 01 69 32 54 35 - 01 69 32 54 30

Itinéraire et plan sur www.conranshop.fr